

Normes et certification pour les instituts de beauté et les cosmétiques

Normalisation au CEN sur les services fournis par les instituts de beauté

Le secteur des instituts de beauté représente une partie importante de l'économie européenne. La tendance va vers un accroissement du nombre d'instituts ainsi que d'employés et, en conséquence, du chiffre d'affaires. Un tel développement demande une bonne formation professionnelle et permanente. En plus, le comportement des consommateurs change, notamment du fait de l'évolution démographique, et leur demande de qualité influence de plus en plus les ventes.

La globalisation et la libre circulation de la main d'œuvre dans l'Union Européenne appellent des normes européennes, dans ce secteur, pour améliorer la qualité de la gestion et des services qui mènent à une satisfaction et sécurité des consommateurs plus élevées.

C'est pourquoi, en décembre 2009, l'institut irlandais de normalisation, le NSAI, a soumis au CEN une proposition de travaux à engager dans le domaine des services de beauté, les spa et les services de « bien-être ».

Après qu'une consultation des membres du CEN ait été effectuée, le NSAI a présenté en 2010 une proposition amendée portant sur l'élaboration d'une ou plusieurs normes couvrant l'activité de gestion et la qualité sur toute la gamme des services offerts à leurs clients par les petits, moyens et grands instituts de beauté, y compris les artisans.

Le Bureau Technique du CEN a lancé une consultation de ses membres, avec une date limite du 15 mars 2011, sur la création d'un Comité de projet CEN ayant le NSAI comme secrétariat et l'établissement d'un programme de travail.

Les normes couvriraient des services tels que les soins du visage, le blanchiment, la manucure, la pédicure, l'épilation (épilation à la cire ou le rasage) et la coiffure. Les objectifs visés par la norme comprendraient l'assurance de la qualité, l'éthique et les pratiques professionnelles, le service à la clientèle et son information, la maintenance des équipements d'hygiène et de stérilisation, le stockage des produits chimiques et des matières dangereuses, etc... Le traitement de ces questions ne devrait pas reposer sur la norme ISO 9001 et la norme n'est pas censée être utilisée à des fins de certification.

Sont exclus du champ d'application des normes envisagées, la chirurgie esthétique et le traitement par du botox. Afin d'éviter le chevauchement avec les comités CEN/TC 329 et ISO/TC 228 sur le tourisme, les normes excluront également les hôtels et hôtels avec spas, les spas de bien-être, les services de thalassothérapie, les centres de loisirs/gymnases, les piscines, les salons de coiffure, les restaurants, les services de tourisme et les points de vente ;

La consultation lancée par le Bureau Technique du CEN se terminera le 15 mars 2011. Si elle est positive un Comité technique CEN sera mis en place avec le NSAI comme Secrétariat et un programme de travail sera élaboré.

Nouvelle Norme ISO sur les produits cosmétiques à faible risque microbiologique

Le contexte

Les différents produits « cosmétiques », qu'il s'agisse des produits d'hygiène, de soin du visage, de maquillage ou de produits capillaires, de parfums, de produits solaires, de produits pour le rasage, etc... sont très largement utilisés dans le monde.

Ils peuvent aussi s'accompagner dans certains cas d'un risque de contamination. Un produit cosmétique peut en effet être contaminé par des microorganismes de plusieurs manières. Ces microorganismes se multiplient jusqu'à produire un nombre total de bactéries susceptible d'altérer la qualité du produit et de nuire à la santé des consommateurs, allant d'infections simples jusqu'à des réactions allergiques graves

L'ISO vient de publier une Norme internationale qui doit permettre à l'industrie cosmétique d'identifier les niveaux et les types de contamination qui représentent un danger pour la santé, et ceux qui sont anodins. Cette Norme, l'ISO 29621:2010 « Cosmétiques – Microbiologie – Lignes directrices pour l'appréciation du risque et l'identification de produits à faible risque microbiologique », doit aider à déterminer quels produits cosmétiques présentent un faible risque pour les utilisateurs, où la probabilité d'une contamination est extrêmement faible.

Sont précisées un certain nombre de caractéristiques du produit qui doivent être évaluées lorsqu'il est procédé à une appréciation du risque microbiologique, telles que la composition du produit, les conditions de fabrication, l'emballage et une combinaison de ces facteurs. Les cosmétiques jugés comme des « produits à faible risque » ne nécessiteront pas des essais microbiologiques complémentaires. La norme peut être utilisée par les laboratoires, publics et privés, soucieux de garantir la création de produits cosmétiques surs pour les consommateurs.

L'ISO a déjà publié la Norme ISO 22716 :2007 pour maîtriser la qualité des produits finis en mettant en œuvre des bonnes pratiques de fabrication (BPF) des cosmétiques au cours du processus de fabrication, en utilisant des conservateurs et en effectuant des essais de contrôle selon des méthodes appropriées. (Voir la Note d'Info RNF N 11/10 Les Bonnes pratiques de fabrication pour les cosmétiques)

La Norme ISO 29621 fait partie de la série mise au point par le Comité technique ISO/TC 217 « Cosmétiques », sur la détection et à l'identification des microorganismes dans les produits cosmétiques. D'autres documents importants ont été adoptés en 2010 par le TC 217 :

- ISO 24444:2010 « Cosmétiques - Méthodes d'essai de protection solaire - Détermination in vivo du facteur de protection solaire (FPS) »
- ISO/TR 24475:2010 « Cosmétiques - Bonnes pratiques de fabrication - Document général de formation »

Pour en savoir plus : http://www.iso.org/iso/fr/standards_development/technical_committees/

Le référentiel COSMOS pour les cosmétiques « Bio » en Europe

Le contexte

Le marché des produits cosmétiques est très important, notamment en Europe. Les produits bio ne représentent qu'environ 5 % des ventes totales de cosmétiques, mais disposent d'un potentiel de croissance très élevé (plus de 35% par an)

Faute d'une législation européenne contraignante, plusieurs labels de cosmétique bio ont vu le jour ces dernières années en Europe, chacun possédant son propre cahier des charges. Jusqu'à présent, il était parfois difficile pour les consommateurs de s'y retrouver dans la jungle des labels bio.

En France, le label "Cosmétique écologique et biologique", par exemple, est décerné par l'organisme de certification français Ecocert. Pour recevoir ce label, un produit doit contenir au moins 95% de matières premières végétales bio et au moins 10% d'ingrédients biologiques sur la totalité du produit fini (l'eau et les minéraux naturels n'étant pas considérés comme bio).

En ce qui la concerne, la charte « Cosmebio » interdit également l'utilisation d'ingrédients issus de la pétrochimie (silicones, parabènes...), de composés éthoxylés (fabriqués à partir d'oxyde d'éthylène, un gaz toxique), de parfums et colorants synthétiques ou d'OGM. Elle contraint également depuis 2001 les fabricants à publier une liste exhaustive des ingrédients utilisés et de leur provenance

Le référentiel COSMOS

Dans ce contexte, un groupe d'harmonisation européen, composé de six associations¹, travaille depuis plusieurs années à la mise en place d'un nouveau label européen pour les cosmétiques bio, baptisé "Cosmos²". Ce label a vu le jour au début de l'année 2010.

Le référentiel pour ce label COSMOS prévoit de faire passer le pourcentage minimum de matières premières végétales certifiées bio dans un produit cosmétique de 95% à 100%. Quant au produit fini, il ne devra plus contenir 10% mais 20% du total des ingrédients d'origine bio (eau non comprise), sauf pour les lotions, shampoings et gels douches (10% minimum). 95% des ingrédients physiquement transformés devront être bio, et 30% des ingrédients chimiquement transformés devront l'être. Par ailleurs ce label interdit :

- les tests sur animaux
- les parfums et colorants de synthèse
- les conservateurs de synthèse comme le paraben
- les dérivés pétrochimiques : paraffine, silicone ou PEG
- les OGM (organismes génétiquement modifiés)
- les traitements ionisants

¹ BDIH en Allemagne, Cosmebio, Ecocert Greenlife et Qualité France en France, ICEA en Italie et Soil Association au Royaume-Uni

² Cosmetic Organic Standard

Les emballages et suremballages devront être biodégradables ou recyclables. Enfin, les pourcentages d'ingrédients naturels et d'ingrédients bio devront être clairement indiqués sur tous les packagings des produits certifiés.

Une adaptation en 4 ans

Le label Cosmos a été lancé le 1er janvier 2010, avec une période de transition prévue jusqu'au 31 décembre 2014 pour permettre aux entreprises de se mettre en conformité avec le nouveau référentiel sans tuer le marché.

Un nouveau logo devrait être créé pour permettre aux consommateurs d'identifier les produits labellisés Cosmos. Même si le groupe de travail n'a pas encore tranché cette question, il devrait s'ajouter et non remplacer les logos figurant déjà sur les produits cosmétiques bio.

Le processus de certification COSMOS

Il est précisé dans le référentiel. Le label Cosmos répartira les produits de beauté en deux catégories certifiées : "Naturel" et "Bio". À terme, tous les produits certifiés seront composés de 100% d'ingrédients naturels ou d'origine naturelle (transformés selon des procédés chimiques ou physiques autorisés).

Au total, plus de 1400 fabricants et 24.000 produits devraient adopter, dans les années qui viennent, ce référentiel harmonisé COSMOS.

Pour en savoir plus : <http://www.cosmos-standard.org/>